

## **Afrique : La "route de la soie" est-elle une opportunité pour la ZLECAF ?**

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) est un accord commercial visant à créer une zone de libre-échange pour les biens et services entre les pays africains. La "route de la soie", quant à elle, est une initiative de développement économique et commercial lancée par la Chine visant à relier l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Quels sont les chiffres du commerce intra-africain pour espérer qu'il soit booster par la ZLECAF et la "route de la soie" ?

### **Manque d'infrastructures : Un frein au commerce intra-africain**

Le commerce intra-africain désigne les échanges commerciaux entre les pays d'Afrique. Malgré les ressources naturelles abondantes et la diversité économique du continent, le commerce intra-africain reste relativement faible, représentant environ 15% des échanges commerciaux de l'Afrique.

Il existe de nombreux obstacles au développement du commerce intra-africain, notamment les barrières tarifaires et non tarifaires, la faiblesse des institutions et des réglementations, la complexité des procédures douanières et l'insuffisance des infrastructures de transport.

Ces infrastructures routières et portuaires en Afrique sont généralement insuffisantes pour répondre aux besoins croissants de développement économique du continent. Cependant, des progrès ont été réalisés ces dernières années pour améliorer ces infrastructures.

#### **- Les infrastructures routières :**

De nombreux pays africains souffrent d'un manque d'infrastructures routières adéquates, ce qui entrave la circulation des personnes et des biens.

Cependant, de nombreux projets de construction de routes ont été lancés ces dernières années pour améliorer la connectivité entre les pays et les régions. La Banque africaine de développement, la Banque mondiale et d'autres organisations ont investi massivement dans les projets d'infrastructures routières en Afrique.

#### **- Les infrastructures portuaires :**

Les infrastructures portuaires en Afrique sont également souvent insuffisantes, limitant les capacités d'exportation et d'importation des pays africains.

Des projets de construction de ports et d'extensions de ports existants ont été lancés ces dernières années pour améliorer l'efficacité des échanges commerciaux en Afrique. Des exemples incluent le Port de Tanger-Med au Maroc, le Port de Djibouti, le Port de Durban en Afrique du Sud et le Port de Mombasa au Kenya.

Cependant, la plupart des pays africains ont encore du mal à entretenir et à maintenir leurs infrastructures routières et portuaires existantes en raison de problèmes de financement et de capacités. De plus, la pandémie de COVID-19 a affecté les investissements et les projets d'infrastructures en Afrique. Il est donc crucial que les gouvernements africains et la communauté internationale continuent d'investir dans les infrastructures routières et portuaires pour soutenir le développement économique durable en Afrique.

### **Opportunité de la « route de la soie » pour la ZLECAF**

Ces deux initiatives sont liées dans la mesure où la Chine cherche à renforcer sa présence économique en Afrique, y compris à travers la ZLECAF. La Chine a déjà investi massivement en Afrique, notamment dans les infrastructures, les mines, l'énergie et l'agriculture.

En ce qui concerne la ZLECAF, l'objectif est de stimuler le commerce intra-africain et d'attirer davantage d'investissements étrangers dans la région. La participation de la Chine dans la ZLECAF pourrait contribuer à la réalisation de ces objectifs. La Chine est déjà un partenaire commercial important pour de nombreux pays africains, et elle est susceptible de devenir encore plus importante à mesure que la ZLECAF se développe.

Cependant, il est important que les pays africains veillent à ce que les investissements chinois soient bénéfiques pour leur économie et leur développement à long terme. La Chine a été critiquée pour ses pratiques commerciales souvent perçues comme prédatrices, notamment en matière de dette. Les pays africains doivent donc être prudents lorsqu'ils négocient des accords commerciaux et d'investissement avec la Chine, afin de s'assurer qu'ils obtiennent des avantages économiques réels et durables. Le projet « Une ceinture, une route » peut avoir des résultats définitifs bénéfiques pour les pays africains, mais ces résultats dépendront en grande partie de la possibilité d'équilibrer les forces dans les relations entre la Chine et l'Afrique. Il est avant

tout un projet géopolitique à l'initiative de la Chine conçu pour faire avancer son impressionnante stratégie. Le défi pour l'Afrique consiste à identifier les contextes dans lesquels ses intérêts convergent avec ceux de la Chine, ceux dans lesquels ils divergent, et à définir comment les cas de convergence peuvent être aménagés pour faire avancer l'Afrique sur les questions de développement prioritaires.